



17 MARS 2017

Bar le Duc - Courrier arrivé

PRÉFET DE LA MEUSE

Préfecture  
Secrétariat général  
Direction des usagers  
et des libertés publiques  
Bureau de l'environnement

Bar-le-Duc, le 13 MARS 2017

La Préfète de la Meuse

Affaire suivie par : Laurence CHARPENTIER  
Tél. : 03.29.77.56.49  
[laurence.charpentier@meuse.gouv.fr](mailto:laurence.charpentier@meuse.gouv.fr)

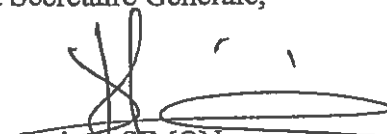
à

Destinataires in fine

**Objet :** Arrêté préfectoral - Société des Carrières et Fours à Chaux de Dugny.  
**Réf. :** Code de l'environnement.  
**P.J. :** 1 arrêté préfectoral.

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, une copie de l'arrêté préfectoral actualisant les conditions d'exploitation de l'usine de production de chaux de la Société des Carrières et Fours à Chaux de Dugny sise sur le territoire de la commune de DUGNY-sur-MEUSE.

La Préfète,  
pour la Préfète et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

  
Corinne SIMON



### Liste des destinataires in fine

- ▶ Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est  
- Unité Départementale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse – basée à BAR le DUC
- ▶ Mme le Maire de DUGNY sur MEUSE
- ▶ M. le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse - Service Environnement
- ▶ M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Grand Est – Délégation territoriale de la Meuse
- ▶ M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Meuse
- ▶ M. le Président de la Région Grand Est - Maison de la Région - Châlons en Champagne
- ▶ M. le Responsable de l'Unité territoriale de la Meuse de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
- ▶ M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Meuse
- ▶ M. le Commandement du Groupement de Gendarmerie Départementale de la Meuse
- ▶ M. le Chef de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Meuse
- ▶ M. le Sous-Préfet de Verdun



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA MEUSE

Préfecture de la Meuse  
Secrétariat général  
Direction des usagers  
et des libertés publiques  
Bureau de l'environnement

### ARRETE PREFECTORAL

n° 2017- 503 du 13 MARS 2017

**autorisant la société des CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY  
à poursuivre l'exploitation d'une usine de production de chaux  
sur le territoire de la commune de DUGNY-SUR-MEUSE**

**La Préfète de la Meuse,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU la directive européenne n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium (BREF Industries du ciment et de la chaux CLM) publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 26 mars 2013 ;

VU le décret du 23 août 2016 portant nomination de Mme Muriel NGUYEN, Préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016-2002 du 19 septembre 2016 accordant délégation de signature à Mme Corinne SIMON, Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n°2007-745 du 29 mars 2007 autorisant la société des CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY à exploiter une usine de production de chaux sur le territoire de la commune de DUGNY-SUR-MEUSE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011-743 du 26 avril 2011 autorisant la société des CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY à poursuivre l'exploitation de son usine de production de chaux sur le territoire de la commune de DUGNY-SUR-MEUSE ;

VU le dossier de réexamen des conditions de fonctionnement de l'usine de production de chaux de DUGNY-SUR-MEUSE, en date du 15 septembre 2014, transmis par la société des CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY au Préfet de la Meuse en date du 15 septembre 2014 et les compléments apportés dans le cadre de la visite d'inspection du 24 novembre 2015 ;

.../...



Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

de 8:45 à 12:00 : ouverture des guichets et des services et de 13:30 à 17:00 : uniquement sur rendez-vous  
40 rue du Bourg CS 30512 55012 BAR LE DUC CEDEX - Tél : 03 29 77 55 55 - Télécopie : 03 29 79 64 49  
site internet : [www.meuse.gouv.fr](http://www.meuse.gouv.fr) courriel : [pref-courrier@meuse.gouv.fr](mailto:pref-courrier@meuse.gouv.fr)

VU le rapport de base transmis par la société des CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY au Préfet de la Meuse, en date du 5 juillet 2016 avec accusé de réception le 7 juillet 2016 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, devenue la DREAL Grand Est, en date du 1<sup>er</sup> avril 2016 concernant la complétude et la recevabilité du dossier de réexamen, faisant suite à la visite d'inspection du 24 novembre 2015 ;

VU les compléments au dossier de réexamen susvisé transmis par la société des CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY à l'inspection des installations classées de la DREAL Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, devenue la DREAL Grand Est, le 23 mai 2016 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées la DREAL Grand Est PP/CM/JD/198-2016 en date du 10 novembre 2016 portant sur l'instruction du dossier de réexamen susvisé ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) lors de sa séance du 25 janvier 2017, au cours duquel l'exploitant a eu la possibilité d'être entendu ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté le 27 janvier 2017 à la connaissance de l'exploitant ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant après communication du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

**CONSIDÉRANT** que la rubrique associée à l'activité principale des activités exercées par la société des CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY dans son usine de DUGNY-SUR-MEUSE est la rubrique 3310 relative à la « *production de chaux* » et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles relatives à la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium (BREF Industries du ciment et de la chaux CLM) publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 26 mars 2013 ;

**CONSIDÉRANT** donc que conformément aux dispositions du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de cette publication, les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 de ce code, et ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables aux installations et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives à la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est par conséquent nécessaire d'actualiser les valeurs limites d'émission de certains rejets atmosphériques de l'usine de production de chaux exploitée par la société des CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY sur le territoire de la commune de DUGNY-SUR-MEUSE, afin de prendre en compte ces niveaux d'émissions ;

**CONSIDÉRANT** par ailleurs que conformément aux dispositions des articles R. 515-60 et R. 515-61 du code de l'environnement, il convient d'ajouter à l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations, des prescriptions complémentaires relatives :

- à la rubrique principale concernée par l'activité exercée dans l'établissement ;

- aux mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif des installations et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt définitif dans le respect, outre de l'article R. 512-30, des articles L. 512-6-1 et L. 515-30 du code de l'environnement ;
- à la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines ;
- à la garantie de la protection du sol et des eaux souterraines, concernant notamment les moyens nécessaires à l'entretien et à la surveillance périodique des mesures prises afin de garantir cette protection ;
- à la réduction des émissions de métaux par la réutilisation des poussières dans le process de fabrication conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles ;
- à la surveillance des émissions, en spécifiant la méthode de mesure, la fréquence des relevés et la procédure d'évaluation, basées sur la partie des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relative à la surveillance ;
- à la périodicité de la fourniture obligatoire au Préfet des résultats de la surveillance des émissions, accompagnée de toute autre donnée complémentaire nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation ;
- à garantir un niveau de consommation énergétique conforme aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles et une amélioration continue en matière d'efficacité énergétique des opérations mises en œuvre sur le site ;

**CONSIDÉRANT** que conformément aux dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif à l'incinération et la co-incinération de déchets dangereux, il convient de préciser dans l'arrêté d'autorisation les modalités de mise en œuvre de la surveillance dans l'environnement de l'impact des installations ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'actualiser les conditions d'autorisation d'exploiter les installations de l'usine de production de chaux de DUGNY-SUR-MEUSE ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Meuse ;

## **ARRETE**

### **Article 1 : Champ et portée du présent arrêté**

La société CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY, dont le siège social est situé TERRASSE BOIELDIEU à PUTEAUX (92800), est autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine de production de chaux sur le territoire de la commune de DUGNY-SUR-MEUSE, sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2007-745 en date du 29 mars 2007 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011-743 du 26 avril 2011, actualisées et complétées par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

### **Article 2 : Rubrique principale et conclusions sur les meilleures techniques disponibles**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011-0743 du 26 avril 2011 sont complétées par les prescriptions suivantes :

*« Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3310 « Production de chaux » et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles relatives à la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium (BREF Industries du ciment et de la chaux CLM). »*

### Article 3 : Cessation d'activité

Les dispositions de l'article 32.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-745 du 29 mars 2007 sont supprimées et remplacées par les suivantes :

*« Conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35.*

*La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :*

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement.

*En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du livre V du titre I du chapitre II du code de l'environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre. »*

### Article 4 : Surveillance des sols et des eaux souterraines

L'exploitant transmet au Préfet, **dans le délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, un programme de surveillance des sols et des eaux souterraines, précisant : la fréquence, les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvements retenus. La fréquence de surveillance ne pourra être inférieure à cinq ans pour les eaux souterraines et à dix ans pour le sol, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution, qu'il conviendra de décrire. Ce programme est mis en place **dans le délai maximal de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du Préfet**.

Concernant les eaux souterraines, le programme de surveillance comprendra a minima :

- une analyse de référence portant sur les paramètres suivants : pH, potentiel redox, résistivité,  $\text{NO}_2^-$ ,  $\text{NO}_3^-$ ,  $\text{NH}_4^+$ ,  $\text{Cl}^-$ ,  $\text{SO}_4^{2-}$ ,  $\text{PO}_4^{3-}$ ,  $\text{K}^+$ ,  $\text{Na}^+$ ,  $\text{Ca}^{2+}$ ,  $\text{Mg}^{2+}$ ,  $\text{Mn}^{2+}$ , Sb, Co, V, Ti, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, PCB, BTX et HAP,  $\text{DBO}_5$ , coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, salmonelles ;
- la surveillance annuelle des paramètres suivants : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, COT ;
- la surveillance des paramètres suivants à une fréquence à définir inférieure à 5 ans : titre hydrotimétrique, T.A.C, oxydabilité au permanganate, azote ammoniacal, cyanures totaux, chlorures, fluorures,  $\text{NO}_2^-$ ,  $\text{NO}_3^-$ ,  $\text{SO}_4^{2-}$ ,  $\text{K}^+$ ,  $\text{Ca}^{2+}$ ,  $\text{Mg}^{2+}$ ,  $\text{Na}^+$ , Al, As, Cd, Cr, Cu, Fe, Hg, Ni, Pb, Zn, indice phénol et HAP.

L'exploitant justifiera du positionnement et des caractéristiques des puits de contrôle utilisés pour cette surveillance au vu d'une étude hydrogéologique. Leur nombre ne doit pas être inférieur à 3 conformément aux dispositions de l'article 27 de l'arrêté préfectoral n°2007-745 en date du 29 mars 2007 modifié.

Concernant les sols, les éléments à retenir (points de prélèvement, fréquence, paramètre, ...) prennent en compte la stratégie de prélèvement utilisée lors de l'élaboration du rapport de base.

### **Article 5 : Réutilisation des poussières au niveau du procédé**

L'exploitant transmet au Préfet, **dans le délai maximal de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, une étude portant sur les possibilités de réutilisation des poussières de filtres dans le procédé visant à réduire les déchets solides issus des procédés de fabrication de la chaux et d'économiser ainsi des matières premières. Cette étude est effectuée en réponse à la MTD 54 des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la production de chaux publiées au journal officiel de l'Union Européenne le 26 avril 2013.

### **Article 6 : Rejets atmosphériques**

#### **Sous-article 6.1 Surveillance des rejets atmosphériques**

Les dispositions de l'article 25 de l'arrêté préfectoral n°2007-745 du 29 mars 2007 modifiées par l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011-743 du 26 avril 2011, sont complétées par les prescriptions suivantes :

*« L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de l'usine. Les mesures sont effectuées, sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais, dans les conditions fixées par le présent arrêté, qui sont au moins celles ci-après :*

- *la mesure en continu des substances suivantes au débouché des émissaires :
  - poussières totales,
  - substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT),
  - chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre,
  - oxydes d'azote,*
- *le contrôle en continu de la température des gaz de combustion et dans ceux-ci des teneurs en monoxyde de carbone, oxygène et vapeur d'eau.*

*L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe :*

- *deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu,*
- *à l'émission des installations de co-incinération des déchets, au moins 4 mesures par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes.*

*La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.*

*La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.*

*L'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation quatre mesures par an des émissions canalisées de poussières des opérations autres que la cuisson. »*

#### **Sous-article 6.2 Valeurs limites à respecter par les émissions atmosphériques**

L'annexe I de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-745 du 29 mars 2007 modifiée par l'annexe I de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011-743 du 26 avril 2011, est remplacée par l'annexe I du présent arrêté.

#### **Article 7 : Rétentions et confinement**

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

#### **Article 8 : Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage des installations**

Les dispositions de l'article 28 de l'arrêté préfectoral n°2007-745 du 29 mars 2007 modifié et de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011-743 du 26 avril 2011 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

##### **Sous-article 8.1 Surveillance des métaux, des dioxines et furannes, des hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP)**

L'exploitant met en œuvre autour de son usine la surveillance dans l'environnement des métaux, des dioxines et furannes et des HAP. Les points de prélèvement en fonction des matrices sont précisés dans le tableau suivant :

Station de suivi	Localisation	Orientation / site	Types de prélèvements
Station 1	Cité Sainte-Barbe	Nord	Végétaux Sol potager Sol superficiel (aire de jeux) Air
Station 2	Cité La Redoute	Nord	Végétaux Sol de potager Air
Station 3	Haudainville	Nord-Est	Végétaux Sol de potager Air
Station 5	Lempire-Landre-court	Ouest	Végétaux Sol de potager Sol superficiel Air



Les couples matrices/substances polluantes à contrôler, selon les méthodes de prélèvement et d'analyse en vigueur, sont a minima les suivants :

Matrice	Polluants à mesurer	Fréquence de mesure
Végétaux	As, Cd, Cr, Hg, Pb, dioxines-furanes, HAP	1 mesure annuelle
Sols	As, Cd, Cr, Hg, Pb, dioxines-furanes, somme des 16 HAP, somme des 10 HAP	1 mesure tous les 5 ans sur sols superficiels et sols potagers
Air	HAP gazeux et particulaires	Suivant les dispositions de l'Annexe IV de la directive européenne 2004/107/CE du 15 décembre 2004

La mesure des HAP dans les végétaux fera l'objet d'une proposition de l'exploitant dans la mesure où aucune valeur de référence n'existe pour la somme des 16 HAP dans les bryophytes.

### **Sous-article 8.2 Surveillance des retombées de poussières**

Le suivi des retombées de poussières en périphérie et autour de l'usine est réalisé à l'aide d'au moins 5 jauges Owen implantées comme suit :

- à l'Ouest de l'usine, près du terril (JAUGE 1 ou TERRIL),
- au Nord-ouest de l'usine, découverture de Les Corres (JAUGE 2 ou DEC LC),
- au Nord de l'usine, découverture de Potence Bernard / Les Arches (JAUGE 3 ou DEC PB/LA),
- au Nord-est de l'usine, siège du concassage (JAUGE 4 ou REA Siège 1),
- au Sud de l'usine, à l'entrée du site (JAUGE 5 ou ENTREE).

### **Sous-article 8.3 Modalités de surveillance**

L'exploitant précisera la durée des campagnes de mesures pour les différentes matrices et s'assurera que les prélèvements dans l'air respectent les dispositions de l'annexe IV de la directive européenne 2004/107/CE du 15 décembre 2004 concernant la durée minimale de mesure.

Il s'assurera également de la bonne répartition sur l'année des campagnes de mesures pour être représentatives des diverses conditions climatiques et activités anthropiques.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

Les rapports d'analyse mentionnent en ce qui concerne les matrices investiguées (à l'exception des sols) les taux d'exposition aux vents provenant de l'usine.

Les résultats seront interprétés sur la base des valeurs réglementaires, des valeurs de référence ou à défaut des Valeurs Toxiques de Référence (VTR) en vigueur.

Au vu des résultats de mesure obtenus ou de l'évolution de l'activité, la surveillance pourra être revue.

## **Article 9 : Périodicité de transmission des informations**

L'article 33.3 de l'arrêté préfectoral n°2007-745 du 29 mars 2007 modifié est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

<b>Informations</b>	<b>Fréquence de transmission à l'inspection des installations classées</b>
Rapport d'activité	Annuelle avant fin février de l'année n+1
Résultats de mesure de la surveillance dans l'environnement au voisinage de l'usine	Annuelle
Résultats de surveillance des eaux souterraines	Annuelle
Résultats de surveillance des rejets atmosphériques	Trimestrielle
Résultats de surveillance des rejets aqueux	Trimestrielle
Rapport d'activité, bilan thermique et synthèse des mesures en continu des fours	Mensuelle

Les bilans des mesures réalisées à transmettre à l'inspection des installations classées contiennent les informations suivantes :

- les normes de mesures, prélèvements et analyses utilisées ;
- pour chaque campagne, le nom du laboratoire externe ou interne ayant procédé aux prélèvements, analyses et mesures ;
- les résultats de l'ensemble des campagnes de surveillance opérées en application des arrêtés en vigueur.

Ils sont accompagnés :

- de l'interprétation appropriée sur les résultats obtenus et des commentaires de l'exploitant ;
- en cas de dépassements des VLE fixées dans les arrêtés en vigueur, d'explications sur leur origine et des actions correctives menées ou prévues par l'exploitant pour y remédier.

L'inspection des installations classées pourra, le cas échéant, faire procéder à des contrôles supplémentaires de la surveillance des émissions telle que prévue dans le présent arrêté, et ce, aux frais de l'exploitant.

Les résultats des analyses de contrôle de la qualité des eaux superficielles et de recherche et dosage des *legionella pneumophila* dans les eaux des circuits de refroidissement, sont en outre transmis via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).

Ce sera aussi le cas à compter de 2017 pour les résultats de mesures de la surveillance des eaux souterraines.

## **Article 10 : Efficacité énergétique des installations**

### **Sous-article 10.1 Niveaux de consommation d'énergie thermique**

La consommation d'énergie thermique de l'usine est fixée au maximum à 4,9 GJ/tonne de chaux fabriquée. L'exploitant justifie annuellement du respect de cette prescription dans le rapport annuel et commente d'éventuelles dérives.

### **Sous-article 10.2 Amélioration continue**

Des propositions d'autres actions visant à améliorer l'efficacité énergétique du process de production de l'usine sont élaborées par l'exploitant et transmises au Préfet, **dans le délai maximal de 6 mois à compter de date de notification du présent arrêté.**

Les actions proposées sont basées sur un bilan coûts-avantages/bénéfice environnemental des différentes actions projetées et incluront des moyens de surveillance et de mesure des opérations et activités pouvant avoir un impact significatif sur l'efficacité énergétique de l'usine.

### **Article 11 : Conditions générales de la surveillance des rejets de l'usine**

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 septembre 2000 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Les normes nationales sont indiquées dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des Etats membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements « de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux » doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181 relative à l'assurance qualité des systèmes de mesurage automatique, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

### **Article 12 : Recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative au tribunal administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 – 54036 NANCY Cedex, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes. Toutefois, si la mise en service des installations n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de ces installations ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Article 13 : Information des tiers**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de DUGNY SUR MEUSE et peut y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, est affiché à la mairie de DUGNY SUR MEUSE pendant une durée minimale d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par les soins de Mme le Maire.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré par les soins de la Préfète de la Meuse et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

### **Article 14 : Exécution et notification**

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Meuse,

Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est –  
Unité départementale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, Division de BAR-le-DUC,

Mme le Maire de DUGNY SUR MEUSE,

sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'application du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- à titre de notification à :
  - M. Jacques MORET,  
Directeur de la société des Carrières et Fours à Chaux de Dugny

à titre d'information à :

- M. le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse, Service Environnement
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Alsace Champagne-Ardenne Lorraine, Délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé de la Meuse
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Meuse
- M. le Directeur Départemental de la Cohésion sociale et de la protection des populations de la Meuse
- M. le Président de la Région Grand Est - Maison de la Région - Châlons en Champagne
- M. le Responsable de l'Unité Territoriale Direccte de la Meuse
- M. le Chef de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Meuse
- M. le Sous-Préfet de Verdun

Fait à Bar-le-Duc, le **13 MARS 2017**

La Préfète,  
pour la Préfète et par délégation,  
La Secrétaire Générale,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'C' followed by 'SIMON'.

Corinne SIMON



**ANNEXE I**

à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2017- 503 du 13 MARS 2017

**Valeurs limites à respecter par les émissions atmosphériques issues des fours WARMESTELLE pour les 2 cheminées**

POLLUANTS	VALEURS LIMITES d'EMISSION				FREQUENCES DE SURVEILLANCE	
	Concentration maximale en mg/Nm <sup>3</sup> sauf PCDD et PCDF	Concentration en moyenne sur une 1/2 heure	Concentration moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage <sup>1</sup>	Flux maximal	Interne	Externe
Poussières	30 mg/Nm <sup>3</sup>	60 mg/Nm <sup>3</sup>	10 mg/Nm <sup>3</sup>	166 kg/j	En continu	Trimestrielle
Substances organiques, exprimé en COT	10 mg/Nm <sup>3</sup>	20 mg/Nm <sup>3</sup>	10 mg/Nm <sup>3</sup>	55,2 kg/j		
HCl	10 mg/Nm <sup>3</sup>	60 mg/Nm <sup>3</sup>	10 mg/Nm <sup>3</sup>	55,2 kg/j		
SOx, exprimé en SO <sub>2</sub>	50 mg/Nm <sup>3</sup>	200 mg/Nm <sup>3</sup>	50 mg/Nm <sup>3</sup>	276 kg/j		
HF	1 mg/Nm <sup>3</sup>	4 mg/ mg/Nm <sup>3</sup>	1 mg/Nm <sup>3</sup>	5,5 kg/j		
NOx, exprimé en NO <sub>2</sub>	650 mg/Nm <sup>3</sup>		300 mg/Nm <sup>3</sup>	1495 kg/j		
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) ainsi que le thallium et ses composés, exprimé en thallium (Tl)	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>			0,276 kg/j		
Mercurure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>			0,276 kg/j		
Total des autres métaux lourds et leurs composés (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V)	0,5 mg/Nm <sup>3</sup>			2,76 kg/j		
Dioxines et furannes	0,1 ng I TEQ/Nm <sup>3</sup>			0,55 mg/j		

<sup>1</sup> A minima 3 mesures ponctuelles pendant au moins une demi-heure par campagne de mesure.

Pour déterminer la concentration totale en dioxines et furannes comme la somme des concentrations en dioxines et furannes, il convient, avant de les additionner, de multiplier les concentrations massiques des dioxines et furannes énumérées ci-après par les facteurs d'équivalence suivants (en utilisant le concept d'équivalent toxique) :

		<b>Facteur d'équivalence toxique</b>
2,3,7,8	Tétrachlorodibenzodioxine (TCDD)	1
1,2,3,7,8	Pentachlorodibenzodioxine (PeCDD)	0,5
1,2,3,4,7,8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,6,7,8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,7,8,9	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	Heptachlorodibenzodioxine (HpCDD)	0,01
	Octachlorodibenzodioxine (OCDD)	0,001
2,3,7,8	Tétrachlorodibenzofuranne (TCDF)	0,1
2,3,4,7,8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,5
1,2,3,7,8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,05
1,2,3,4,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,6,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,7,8,9	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
2,3,4,6,7,8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
1,2,3,4,7,8,9	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
	Octachlorodibenzofuranne (OCDF)	0,001

La conformité des rejets à ces valeurs limites d'émission s'apprécie en fonction des critères édictés à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux



**Valeurs limites à respecter par les émissions atmosphériques issues opérations autres que la cuisson**

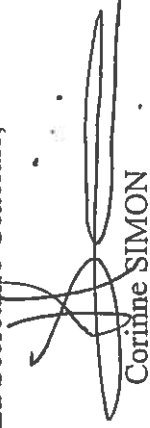
La valeur limite est fixée à 10 mg/Nm<sup>3</sup> en moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage<sup>2</sup> pour les émissions des opérations autres que la cuisson équipées d'un filtre à manche tels que le concassage, le broyage, le déversement, la mise en stock, le chargement, etc...

Le respect de cette valeur sera contrôlé de manière annuelle sur la base d'une mesure effectuée par un organisme externe

A Bar-le-Duc, le **13 MARS 2017**

Vu pour être annexé à mon arrêté préfectoral  
de ce jour

la Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
La Secrétaire Générale,



Corinne SIMON

---

<sup>2</sup> A minima 3 mesures ponctuelles pendant au moins une demi-heure par campagne de mesure.

